



Ministry of Foreign Affairs



OXFAM



HST-LHL
Humanitarian System Transformation through
Local Humanitarian Leadership



National Reference Groups
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Programme de Transformation du Système Humanitaire à Travers le Leadership Humanitaire Local

Bulletin des Nouvelles Echo du GNR RDC Avril-Juin 2026

Financé par:

Ministère des affaires étrangères
du Pays bas

Zone d'action:

Nord-Kivu, Sud-Kivu,
Ituri et Kinshasa

Partenaires actifs :

OXFAM et CONAFOHD

Période

3ans, 2025-2027

Localisation de l'aide humanitaire : entre engagements globaux et réalités de terrain en RDC



Près d'une décennie après le Sommet mondial de l'humanitaire de 2016, la localisation de l'aide reste un objectif largement non atteint malgré des engagements ambitieux au niveau global. L'initiative du Grand Bargain visait à allouer 25 % des financements humanitaires directement aux acteurs locaux et aux communautés affectées. Pourtant, les avancées restent très en deçà des attentes.

Sur le plan quantitatif, les progrès sont faibles : la part des financements atteignant directement les bénéficiaires est passée de 0,02 % en 2016 à environ 4 % aujourd'hui. À ce rythme, il faudrait près de 60 ans pour atteindre l'objectif fixé. Ces chiffres traduisent un écart préoccupant entre les engagements politiques et leur mise en œuvre effective.

Sur le plan qualitatif, plusieurs constats majeurs émergent. D'une part, les organisations locales sont désormais mieux représentées dans les espaces de coordination humanitaire, ce qui constitue une avancée institutionnelle notable. Toutefois, cette représentation reste souvent symbolique : elles sont présentes, mais peu écoutées et rarement décisionnaires.

D'autre part, les mécanismes de financement continuent de favoriser les acteurs internationaux. Des ressources importantes, comme des enveloppes de plus de 150 millions de dollars d'aide d'urgence, sont majoritairement captées par ces derniers, souvent au détriment des organisations locales, sous prétexte d'un manque de capacité. Cette perception est contestée, car les acteurs locaux sont en réalité les premiers intervenants sur le terrain, dotés d'une connaissance approfondie des contextes et d'une capacité avérée à sauver des vies.

Enfin, deux défis structurels freinent la localisation :

- le manque de leadership des États, notamment dans la coordination de la réponse humanitaire ;

RDC | 10 ans de la Charte pour le Changement : où en sommes-nous ?

Dix ans après son lancement (2016–2026), la Charte pour le Changement enregistre des avancées importantes en matière de localisation de l'aide humanitaire. Aujourd'hui, plus de 1 300 organisations sont engagées à l'échelle mondiale, dont 52 organisations internationales. En RDC, près de 300 organisations nationales ont déjà endossé ces engagements, marquant une dynamique croissante pour le leadership local. Avec l'appui de partenaires comme Oxfam à travers le programme **HST-LHL**, des actions concrètes sont menées, notamment la vulgarisation des outils de localisation dans le Grand Nord (Butembo, Beni, Mambasa). Mais des défis persistent : l'objectif clé de 25 % de financement aux ONG nationales reste encore loin d'être atteint.

À l'aube de cette commémoration, les acteurs appellent à transformer les engagements en résultats concrets pour les 10 prochaines années.

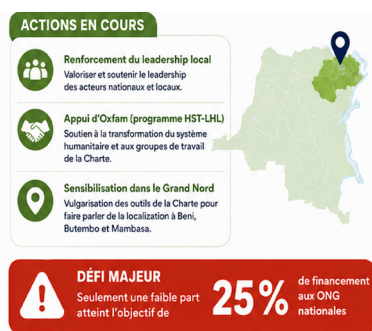
TEMPS FORTS

- 10 ans de la Charte pour le Changement : où en sommes-nous
- La mise en place du secrétariat technique du GNR-RDC
- Le Grand Bargain, une évolution en dents de scie

Ce bulletin est produit et imprimé
sous le financement d'Oxfam et
le Ministère Neerlandais des
Affaires Etrangères

• l'insuffisance de volonté et de sincérité des partenaires internationaux, qui peinent à traduire leurs engagements en transferts réels de pouvoir et de ressources. la localisation de l'aide humanitaire demeure une réforme inachevée. Si des progrès existent sur le plan normatif, leur traduction concrète reste limitée. Accélérer cette transition exige un changement profond des pratiques : renforcer le leadership national, investir durablement dans les capacités locales et garantir une redevabilité réelle des acteurs internationaux. Passer des engagements aux actions concrètes est désormais une urgence.

Transformer les engagements en actions concrètes pour une localisation effective et durable au service des communautés



Humanitaire en RDC : Les acteurs locaux sonnent la révolte avant le sommet mondial de Genève



GOMA / KINSHASA. À l'approche de la Réunion Annuelle 2026 du Grand Bargain (Grand Compromis) et du Charter for Change, prévue les 19 et 20 octobre prochains à Genève, la République Démocratique du Congo (RDC) a harmonisé sa voix. À travers deux ateliers stratégiques majeurs, l'un interprovincial tenu à Goma les 16 et 17 juin, et l'autre national organisé à Kinshasa le 26 juin 2026, le Groupe de Référence National (GRN-RDC) a validé une feuille de route commune. Le message des acteurs congolais est sans équivoque : il faut impérativement passer d'une simple « localisation financière » à une véritable « localisation décisionnelle ».

Sous le leadership de Florent Babi, Lead National du GRN-RDC, et avec l'appui technique d'Oxfam dans le cadre du programme « Transformation du Système Humanitaire au travers le Leadership Humanitaire Local (HST-LHL) » financé par les Pays-Bas, une large diversité de la société civile, du gouvernement, des agences onusiennes et des minorités s'est mobilisée pour dire stop aux dérives de la sous-traitance.



Dix ans après Istanbul : Le bilan mitigé du Grand Bargain en RDC

Initié en 2016 sous l'égide de l'ONU pour rendre l'aide humanitaire plus efficace et transparente, le Grand Bargain est entré dans sa phase 3.0 (2023-2026). Si la RDC fait partie des pays ayant bénéficié d'un « coup de pouce » politique mondial, la réalité du terrain reste marquée par de profonds déséquilibres.

Certes, des progrès notables ont été enregistrés ces deux dernières années. Environ 50 organisations nationales sont désormais directement éligibles aux fonds humanitaires. De plus, les mécanismes de consortiums ont permis à de plus petites structures d'accéder indirectement aux financements, tandis que les coûts indirects (overheads) commencent à être reconnus pour les structures locales.

Cependant, le cœur du problème demeure intact :

« Les financements restent largement affectés, rigides et majoritairement contrôlés par les acteurs internationaux », note le rapport de validation.

Les ONG locales dénoncent une relation de sous-traitance verticale en cascade par les ONG internationales (ONGI). À cela s'ajoute le désengagement de certains grands bailleurs internationaux et la réorientation des fonds mondiaux vers d'autres crises (Ukraine, Palestine), asphyxiant un peu plus des structures locales déjà confrontées aux surcoûts logistiques liés à l'insécurité chronique dans l'Est du pays.



Les 5 commandements de la RDC pour le sommet de Genève



Pour mettre fin à ce déséquilibre, le GRN-RDC a formalisé cinq priorités stratégiques contraignantes qu'il portera en Suisse:

1. La Localisation Décisionnelle : Mettre fin à l'influence jugée excessive des ONGI. Le GRN-RDC exige l'inclusion obligatoire et effective des acteurs locaux dans tous les processus de prise de décision stratégique et l'augmentation drastique des Co-Leads nationaux au sein des clusters.

2. Un Financement Flexible et Direct : Les participants exigent une hausse substantielle des fonds flexibles, pluriannuels et non affectés, directement accessibles aux structures locales, afin de s'adapter aux besoins réels exprimés par les communautés à la base.

3. La Redevabilité Communautaire Obligatoire : Toute intervention humanitaire en RDC devra désormais faire l'objet de consultations communautaires approfondies et documentées en amont, afin de s'assurer que les populations affectées soient actrices du cycle de projet.

4. Un Partage Équitable des Risques : Actuellement, les exigences de conformité et d'audit imposées par les bailleurs sont jugées déconnectées des réalités du terrain. La RDC demande une gestion partagée des risques et un investissement massif dans le renforcement institutionnel durable des organisations locales.

5. La Pérennisation des Groupes Nationaux de Référence (NRG) : Pour s'assurer que ces engagements mondiaux ne restent pas lettre morte, le GRN-RDC plaide pour que les plateformes nationales obtiennent deux sièges formels dans la gouvernance mondiale post-2026, ainsi qu'un budget de fonctionnement autonome.

L'Après-2026 : Vers un mécanisme national d'audit sans droit de veto

Se projetant déjà au-delà de 2026, les acteurs humanitaires congolais poussent pour une transformation radicale de l'architecture mondiale de l'aide.

Ils soutiennent l'idée d'un changement de nom du traité (proposant par exemple Global-Local Action Coalition ou Equitable Partnership Accord) pour acter une rupture définitive avec le schéma paternaliste du passé.

Plus ambitieux encore, le GRN-RDC propose de se transformer en un véritable «Ancre National» de redevabilité.

Ce mécanisme procéderait à des examens conjoints par les pairs (ONG locales, ONGI, agences onusiennes, donateurs). Les rapports d'évaluation seraient publiés sans droit de veto d'aucun acteur international. De plus, le mécanisme inclurait des clauses strictes pour protéger les dirigeants d'ONG locales qui soulèvent des questions financières ou de gouvernance délicate.



À la veille de l'échéance du Grand Bargain 3.0, la RDC envoie un signal fort à la communauté internationale.

La délégation congolaise se rendra à Genève non pas pour solliciter des faveurs, mais pour exiger le respect des promesses de transparence et de transfert de pouvoir.

Comme le souligne la conclusion du rapport national : la réforme humanitaire mondiale ne pourra réussir qu'en convertissant enfin les promesses théoriques en réalités concrètes et tangibles sur le terrain.

Mettre en place et opérationnaliser le Secrétariat Technique du Groupe National de Référence (GNR-RDC).

Pourquoi le GNR-RDC est-il un mécanisme game-changer ?

Face aux défis humanitaires complexes de la RDC, le GNR s'impose comme le levier incontournable pour repenser l'architecture de l'aide. Inspiré directement des engagements internationaux du Sommet Humanitaire Mondial d'Istanbul (2016) et du Grand Bargain (1.0 à 4.0), ce mécanisme repose sur trois piliers stratégiques:

- Une coordination renforcée des forces vives nationales.
- Une représentation légitime et accrue des organisations locales au sein des instances de gouvernance humanitaire.
- Un accès direct et équitable à des financements de qualité.

Pour transformer ces ambitions en actions concrètes, la mise en place d'un Secrétariat Technique structuré et fonctionnel était devenue une priorité absolue pour assurer la gestion de l'information, le suivi du plan d'action

et la coordination au quotidien.

Une dynamique inclusive et des résultats concrets
Sous la facilitation stratégique de Monsieur Gang Karume, l'atelier a adopté une approche hautement participative, mêlant travaux de groupe intenses et plénières de validation collective. Le CONAFOHD RDC a ouvert les travaux en rappelant l'urgence d'une appropriation nationale de l'aide.

Grâce à l'engagement de toutes les parties prenantes, les bases fondamentales de cet organe ont été solidement jetées:

1. La Structure du Secrétariat validée

Une équipe agile et efficace a été retenue pour piloter le Secrétariat:

- Un Coordonnateur

- Un Coordonnateur adjoint chargé des programmes
- Un Chargé des opérations

2. Le profil des leaders de demain

Pour animer cette structure, des critères d'excellence transversaux ont été définis : une solide expérience humanitaire, une expertise avérée en gestion de projet (Suivi-Évaluation), la maîtrise parfaite des langues (français, anglais, langues nationales), ainsi qu'une intégrité et une capacité d'adaptation à toute épreuve.

Les prochaines étapes : Maintenir le cap

L'atelier ne s'est pas arrêté aux discussions ; une feuille de route claire a été tracée pour accélérer l'opérationnalisation :

- Mobilisation des ressources financières pour garantir le fonctionnement autonome du Secrétariat.
- Rédaction des statuts, du règlement intérieur et des termes de référence (TDR) pour le recrutement de l'équipe.
- Organisation d'un atelier en ligne pour valider

collectivement le plan d'action opérationnel.

- Déploiement des outils modernes de gestion et de communication.

Recommandations clés pour l'avenir

Pour que cette avancée s'inscrive dans la durée, les participants ont formulé cinq recommandations cruciales :



Suivez l'évolution du GNR-RDC et restez connectés pour nos prochains bulletins d'information !

LOCALISATION DE L'AIDE HUMANITAIRE LES CHIFFRES CLÉS

Des engagements forts depuis 2016, mais des résultats encore très loin des objectifs.
Il est temps de passer des promesses aux actes !

LE GRAND BARGAIN : UNE ÉVOLUTION EN DENTS DE SCIE



Des cadres se succèdent, des axes changent, mais la promesse centrale reste la même :
25 % de financement direct aux acteurs locaux et aux communautés.

DES PROGRÈS TRÈS LENTS SUR LE PLAN FINANCIER

Part de l'enveloppe humanitaire globale qui atteint directement les communautés et acteurs locaux



À ce rythme, il faudrait près de **60 ANS** pour atteindre l'objectif de 25 % !

DES RÉALITÉS DE TERRAIN QUI INTERPELLENT

REPRÉSENTATION EN HAUSSE



Les organisations nationales sont désormais présentes partout dans les espaces humanitaires.

Mais être représenté ne signifie pas être écouté.

CAPTURE DES RESSOURCES



Exemple : 150 millions de dollars d'aide d'urgence affectés par un bailleur, majoritairement accaparés par les acteurs internationaux, sous prétexte d'un manque de capacité des acteurs locaux.

LES ACTEURS LOCAUX : PREMIERS RÉPONDANTS



Ils sont sur le terrain, au plus près des communautés, avec une connaissance fine du contexte et une capacité d'adaptation rapide.

Ils sauvent des vies.

UN MANQUE DE RENFORCEMENT



Depuis plus de 30 ans, les acteurs internationaux sont présents, mais l'investissement dans le renforcement des capacités locales reste insuffisant.

PROBLÈME DE SINCÉRITÉ



Beaucoup de manque de sincérité de la part des donateurs, agences et organisations internationales.

QU'EST-CE QU'IL RESTE À FAIRE ?

1

LEADERSHIP DE L'ÉTAT CONGOLAIS



Le gouvernement doit reprendre le leadership dans la gestion des affaires humanitaires.

Aucun acteur ne peut mieux aimer et défendre les intérêts des Congolais que leur propre État.

2

TRANSPARENCE ET REDEVABILITÉ



Les bailleurs et agences doivent traduire leurs engagements en actions concrètes : transférer le pouvoir décisionnel et les ressources vers les acteurs locaux, de manière transparente et redevable.



NOTRE APPEL

La localisation de l'aide humanitaire n'est pas une option, c'est une nécessité de justice, d'efficacité et de dignité.

Agissons maintenant pour un changement réel et durable !